



Jeudi 26 juin 2024

AVENIR DE L'EUROPE

AUTONOMIE STRATÉGIQUE II : SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE ?

Paola Monperrus-Veroni

Joseph Yapi

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



SOMMAIRE

- 1 De l'autonomie stratégique à la sécurité économique
- 2 Souveraineté financière

DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE À LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

1 | LA GÉOPOLITIQUE ET LA PROTECTION DU MARCHÉ UNIQUE

2 | LES MESURES DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE À LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE DANS NOS WEBCONFÉRENCES

L'autonomie stratégique ouverte

juillet 2022

Chaînes d'approvisionnement et de valeur : quel positionnement et quels risques pour l'Europe ?

novembre 2022

Guerre économique : comment l'Europe fait face ?

janvier 2023

NEXT GENERATION EU, le plan de relance européen : où en est-on trois ans après ?

juin 2023

L'*Inflation Reduction Act* a un an. Quels effets ? Quelle réponse de l'Europe ?

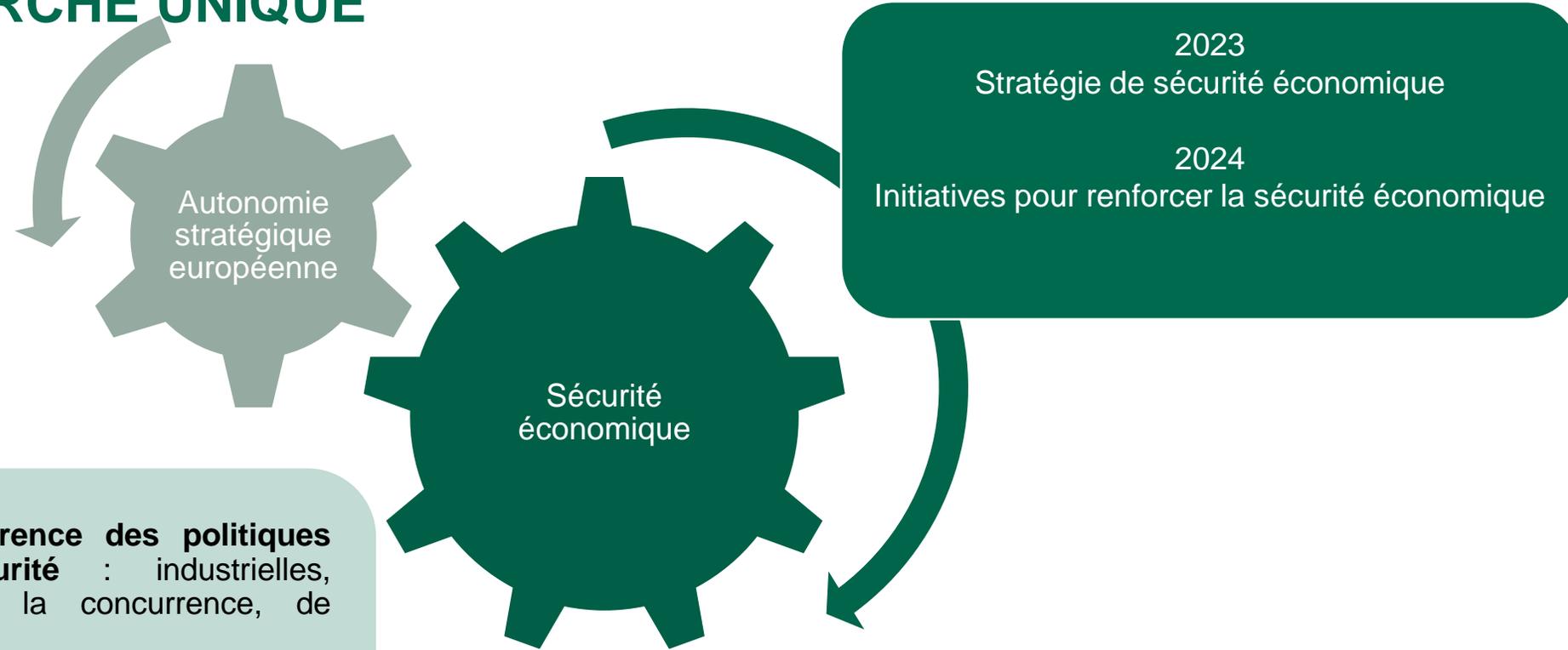
novembre 2023

Politique industrielle européenne : stratégie ou véritable politique ? Européenne ou nationale ?

novembre 2023

DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE À LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

VISION STRATÉGIQUE, CONNAISSANCE ET RÉDUCTION DES DÉPENDANCES, PROTECTION DU MARCHÉ UNIQUE



2021

Renforcer la gouvernance la **cohérence des politiques autour de l'objectif de sécurité** : industrielles, technologiques, commerciales, de la concurrence, de l'environnement

Identifier les domaines, technologies et filières critiques pour renforcer leur autonomie et réduire les dépendances

Renforcer les alliances pour imposer des standards communs et des réformes institutionnelles globales

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE VUE PAR L'EUROPE

UE : UNE APPROCHE PAR LA POLITIQUE COMMERCIALE PLUS QUE PAR LA SÉCURITÉ NATIONALE

États-Unis

sécurité économique = sécurité nationale
réforme des contrôles des exportations ;
extraterritorialité ;
contrôle des IDE ;
contrôles des investissements sortants ?

Chine

Contrôle des exportations
Coercition économique
Menaces de représailles sur les importations/exportations

Japon

2022 stratégie nationale de sécurité
Ministre ad hoc
Filtrage des IDE
Contrôle des exportations

Fragmentation des préférences :
stratégies nationales avec objectifs et expositions à des risques différents

Le mandat

Rôle central sur questions économiques
Rôle limité sur questions de sécurité et défense

Le niveau de gouvernance

Même si législation au niveau UE
Mise en œuvre nationale (ex. filtrage IDE)



Plus de marge d'action dans **protection du marché unique**

Moins dans politiques industrielles

LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DE 2023

3 PRIORITÉS AVEC DES VIEILLES ET NOUVELLES RECETTES

Priorités	Politiques
Promouvoir croissance et compétitivité	Fonds cohésion, Green Deal, Critical Raw Materials Act, EU Chips Act, Net-zero Industry Act, CMU, NGEU
Développer des partenariats internationaux	TTC, FTA, Global Gateway, Critical Raw Materials Club
Protéger l'économie	Instrument de défense commerciale pour protéger les exportations et importations
	Règlement sur les subventions étrangères pour se protéger du dumping
	Instrument anti-coercition
	Règlement sur le filtrage des IDE pour protéger les infrastructures critiques et les fuites de technologie
	Règlement sur les contrôles d'exportations à double usage
	Résilience entités critiques, 5G toolbox, Cyber resilience Act

DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE À LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

1 LA GÉOPOLITIQUE ET LA PROTECTION DU MARCHÉ UNIQUE

2 LES MESURES DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

L'INSTRUMENT ANTI-COERCITION

LA DISSUASION AVANT MÊME L'ACTION

Volet diplomatique

- Examen par la Commission européenne et vérification de l'existence d'une coercition économique
- Information du pays tiers et dialogue au nom de l'Union
- Instruction d'une procédure par la Commission auprès de toute institution internationale pertinente

Mesures de réaction

- Suspension de concessions tarifaires, application ou augmentation des **droits de douane**, de taxes supplémentaires à l'importation ou à l'exportation sur les marchandises
- **Restrictions à l'importation ou à l'exportation** sur les marchandises (licences d'importation ou d'exportation ou restrictions sur le paiement des marchandises)
- Suspension du droit de participer aux **marchés publics**
- Suspension des obligations internationales concernant le commerce des **services, restrictions pour les opérations bancaires et d'assurance, de l'accès aux marchés des capitaux et de l'investissement direct étranger**
- Restrictions à la protection des droits de propriété intellectuelle ou à leur exploitation commerciale

LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS ÉTRANGÈRES

RÉTABLIR UNE CONCURRENCE ÉQUITABLE : UN EXEMPLE RÉCENT

Enquête pour compenser l'avantage compétitif injustifié apporté à l'entreprise exportatrice par les subventions des gouvernements tiers - conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Réunir des preuves sur les subventions d'un gouvernement d'un pays tiers sous différentes formes :

transferts directs de fonds ; crédits d'impôts ; fourniture publique de biens et services à un prix inférieur au prix de marché ; subventions, prêts et crédits à l'exportation et lignes de crédit fournies par des banques publiques et obligations souscrites par des banques publiques et privées à conditions préférentielles ; assurance à l'exportation à conditions préférentielles ; réductions et exemptions d'impôts sur le revenu, sur les dividendes, de TVA.

Existence d'une menace de nuisance pour les producteurs européens et lien prouvé de causalité entre les subventions et la nuisance.

Enquête sur un échantillon de producteurs chinois ou de producteurs non-chinois basés en Chine de véhicules électriques.

Droits de douane individuels à trois producteurs chinois sélectionnés :

- ✓ BYD à la hauteur de 17,4%
- ✓ Geely : à la hauteur de 20%
- ✓ SAIC à la hauteur de 38,1%

Tous les autres producteurs chinois (ou en Chine) ayant coopéré à l'enquête sans faire l'objet d'une investigation personnalisée seront soumis au tarif compensatoire de 21%, ceux n'ayant pas coopéré à un tarif de 38,1%

LE RÉGLEMENT SUR LE FILTRAGE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

En vigueur depuis 2020

- Coopération sur **échange d'informations** avec délais clairs
 - **Avis de la Commission** lorsqu'un investissement constitue une menace pour la sécurité ou l'ordre public de plusieurs États membres ou pourrait ou est nuisible à un projet d'intérêt commun.
 - États peuvent bloquer l'IDE
- 1 200 transactions examinées et un avis émis en moins de 3% des cas.
 - Principalement IDE en provenance de États-Unis, Royaume-Uni, Suisse, Chine, Singapour et Emirats Arabes Unis.
 - Secteurs de l'énergie, l'aérospatiale, la défense, semi-conducteurs, santé, informatique et stockage, communication, transport et la cybersécurité.

Proposition 2023

- Veiller à ce que **tous les États** membres disposent d'un mécanisme de contrôle
- Établir un **périmètre sectoriel minimum** que tous les États membres sont tenus de filtrer
- Couvrir les **transactions au sein de l'UE**, où l'investisseur direct est en fin de compte la propriété de personnes ou d'entités d'un pays tiers

LA COMMUNICATION SUR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DE 2024

LES INSTRUMENTS DE DEMAIN NE SERONT PAS CEUX D'HIER

Domaines	Initiatives
Investissement et commerce	Nouveau règlement sur le filtrage des IDE
	Livre blanc sur les contrôles à l'exportation
	Livre blanc sur les investissements sortants
Recherche et innovation	Recommandation sur la sécurité de la recherche
	Livre blanc sur le soutien des technologies à double usage

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS DES BIENS À USAGE DUAL

ALIAS LA COURSE POUR LE CONTRÔLE DES TECHNOLOGIES STRATÉGIQUES

Tensions croissantes entre multilatéral-unilatéral

Contrôles des exportations de biens à usage dual : **accords multilatérales** (ex. Wassenaar, groupe d'Australie, des fournisseurs nucléaires, de la technologie des missiles)

Logique : **unanimité** => droit de veto et blocage (ex. Russie)

Multiplication de contrôles unilatérales : mise à jour bloquée, impératifs de sécurité nationale, biens à usage non dual

2022 et 2023 USA : puces avancées
Foreign Direct Product Rule :
extraterritorialité : produits non-US mais
avec technologie US

2023 Japon : semi-conducteurs

2023 Chine : gallium, germanium, graphite,
véhicules aériens sans équipage

2023 Pays-Bas : équipements de fabrication
des semi-conducteurs

2023 Espagne : technologies d'information
quantique

2023 Lituanie: moteurs d'aéronefs, appareils
électroniques

2023 Finlande : circuits intégrés, ordinateurs
quantiques

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS DES BIENS À USAGE DUAL

TENSIONS ENTRE UE ET ÉTATS MEMBRES

Dans l'UE

Depuis 2000 : Principes de Wassenaar s'appliquent à tous états membres de l'UE.

Biens à double usage soumis à autorisation lorsqu'exportés hors de l'UE

Avant 2021 : Mesures nationales notifiées ex-post, pas d'information ni de consultation avec UE ex-ante

Après 2021 : Mécanisme de coordination des contrôles nationaux : compilation des listes des contrôles nationaux => autres états membres peuvent appliquer directement les contrôles

Contrôles autonomes de l'UE en matière de cybersécurité

Faiblesse de l'approche nationale

- Répercussions sur chaînes de valeur européennes
- Représailles de pays tiers sur marché commun
- UE défend les états dans OMC
- Instrument anti-coercition engage tous les pays de l'UE
- Risque de « *forum shipping* »

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS DES BIENS À USAGE DUAL

LA RECHERCHE D'UNE VOIX COMMUNE SUR LA SCÈNE GÉOPOLITIQUE

Pourquoi une action commune ?

- Prévisibilité et uniformité
- Renforcement du pouvoir de négociation, effet de levier du marché unique, moins de pression géopolitique
- Répondre à risques communs pas seulement à enjeux nationaux
- Absence de certains états membres des instances multilatérales

Exemple sanctions à Russie : application rapide et uniforme

Livre blanc 2024 Propositions, pas de révolution

- Compléter la liste des biens et technologies à usage dual
- Promouvoir une position commune UE
- Améliorer coordination des listes nationales

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS : ALLER AU-DELÀ ?

UN RÔLE ACCRU POUR LE SECTEUR FINANCIER ?

L'extraterritorialité impose une plus forte obligation aux entreprises occidentales productrices de biens à usage dual de contrôle sur les réseaux de distribution et de conformité (Biden 2023 Executive order, OFAC sur l'industrie militaire russe)

Comment améliorer les contrôles?

Étendre aux sociétés non-financières les avancées en termes de conformité (anti-blanchiment et anti-terrorisme, directive sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDD))

Impliquer les institutions financières : « know your client »

Mais est-il possible de tracer toutes les transactions liées à un bien, notamment pour les produits de masse à usage dual?

LE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS SORTANTS ?

CONSTRUIRE UN CONSENSUS À CE JOUR ABSENT

Objectif => Diminuer les risques de **fuite de technologie et de savoir-faire** à la suite d'investissements à l'étranger dans un ensemble restreint de **technologies avancées** qui pourraient améliorer les **capacités militaires** et de renseignement d'acteurs hostiles.

Le Japon et la Chine pratiquent déjà ces contrôles. Les USA préparent un projet de loi

Proposition UE:

D'ici l'été 2025 préparer une recommandation demandant aux États membres de **surveiller** sur une période donnée les investissements à l'étranger impliquant des technologies sensibles

Dès l'automne 2025 **évaluer les risques** et le **besoin d'une réponse**, préparer une stratégie d'action

LE RETOUR EN FANFARE DE L'EXTRATERRITORIALITÉ

UN CONFLIT USA-CHINE DE PLUS EN PLUS EXTRATERRITORIAL

USA : contrôles des exportations, règle 0% de minimis (équipement de lithographie), contrôle des investissements sortants (définition de *US person*, entités non-US), rôle de plus en plus important du Congrès (bipartisan)

Chine : contrôles des exportations, loi d'extraterritorialité, sanctions commerciales (Lituanie)

Pour la prochaine Commission européenne

Penser les priorités stratégiques pour la sécurité de l'UE

Quels nouveaux risques pour les entreprises européennes?

Quelle offensive européenne en réponse à l'extraterritorialité?

Quels principes pour guider la coopération transatlantique en matière de sécurité économique à travers les administrations américaines?

1 | INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

2 | MESURES MISES EN PLACE ET OPTIONS POLITIQUES

INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

SECTEUR FINANCIER DANS LES DÉBATS SUR L'ASE

- La construction d'une autonomie stratégique de l'UE ne pourra faire l'impasse d'une souveraineté financière.
- Extension du débat autour de l'autonomie stratégique européenne aux secteurs bancaire et financier ([Conclusions du Conseil sur l'AS économique et financière de l'UE](#))

Le secteur financier comme un catalyseur de l'ASE

- Focus initial sur des secteurs tels que la défense, l'énergie, les matières premières essentiels
- Le secteur financier comme financeur des secteurs stratégiques de l'Europe; important pour la stabilité financière et pour la transmission de la politique monétaire



INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

DEUX INTERDÉPENDANCES MAJEURES À L'ÉGARD D'ACTEURS ÉTRANGERS

1

Dépendances à l'égard d'acteurs non UE dans le domaine des paiements, des infrastructures de marché et des services financiers numériques

2

Des acteurs non UE qui profitent d'un système bancaire fragmenté et un marché des capitaux pas assez profond et développé

INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

LES PAIEMENTS RESTENT FRAGMENTÉS ET DOMINÉS PAR DES ACTEURS NON UE

Marché des paiements de l'UE reste très fragmenté

- SEPA pour les paiements et pour les débits directs mais pas pour les paiements digitaux.
- La plupart des solutions européennes de paiement de détail sont axées sur les marchés nationaux, ne couvrent que certains cas d'utilisation et n'ont pas de portée paneuropéenne.

Concurrence limitée en matière de paiement

- Barrières à l'entrée, qui empêchent l'émergence de nouveaux concurrents.
- La concurrence limitée dans les paiements par carte se traduit par des frais plus élevés

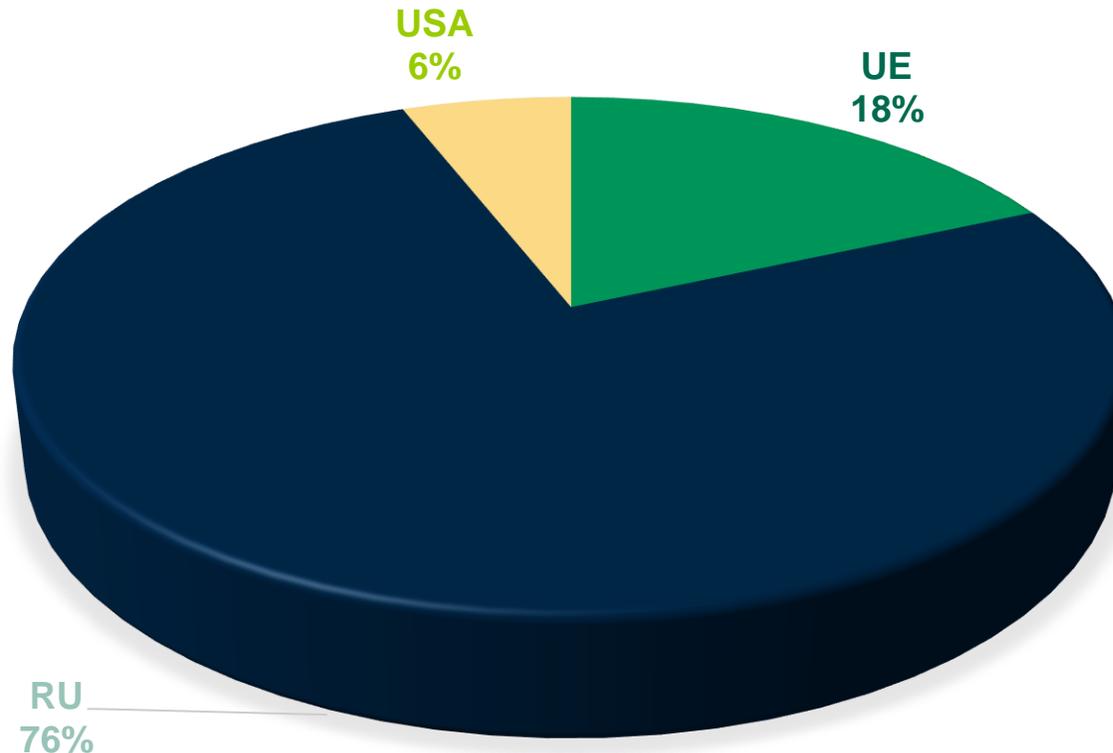
Dépendance à l'égard de prestataires de services de paiement non européens

- Absence d'une véritable alternative paneuropéenne aux systèmes de cartes internationales
- les transactions transfrontalières au sein de la zone euro sont devenues dépendantes d'un très petit nombre d'acteurs non UE.
- Vulnérabilité de notre système financier aux perturbations extérieures

INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

FORTE DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES CHAMBRES DE COMPENSATION BRITANNIQUES

COMPENSATION DES PRODUITS DÉRIVÉS LIBELLÉS
EN EUROS PAR JURIDICTION – FIN 2023



Pour beaucoup, la dépendance excessive à l'égard des chambres de compensation britanniques pourrait avoir de graves conséquences pour la stabilité financière de l'UE, en particulier dans des conditions de stress.

Sources: ClarusFT, Commission européenne, Crédit Agricole SA

INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

BIG TECH ET ACTIFS NUMÉRIQUES

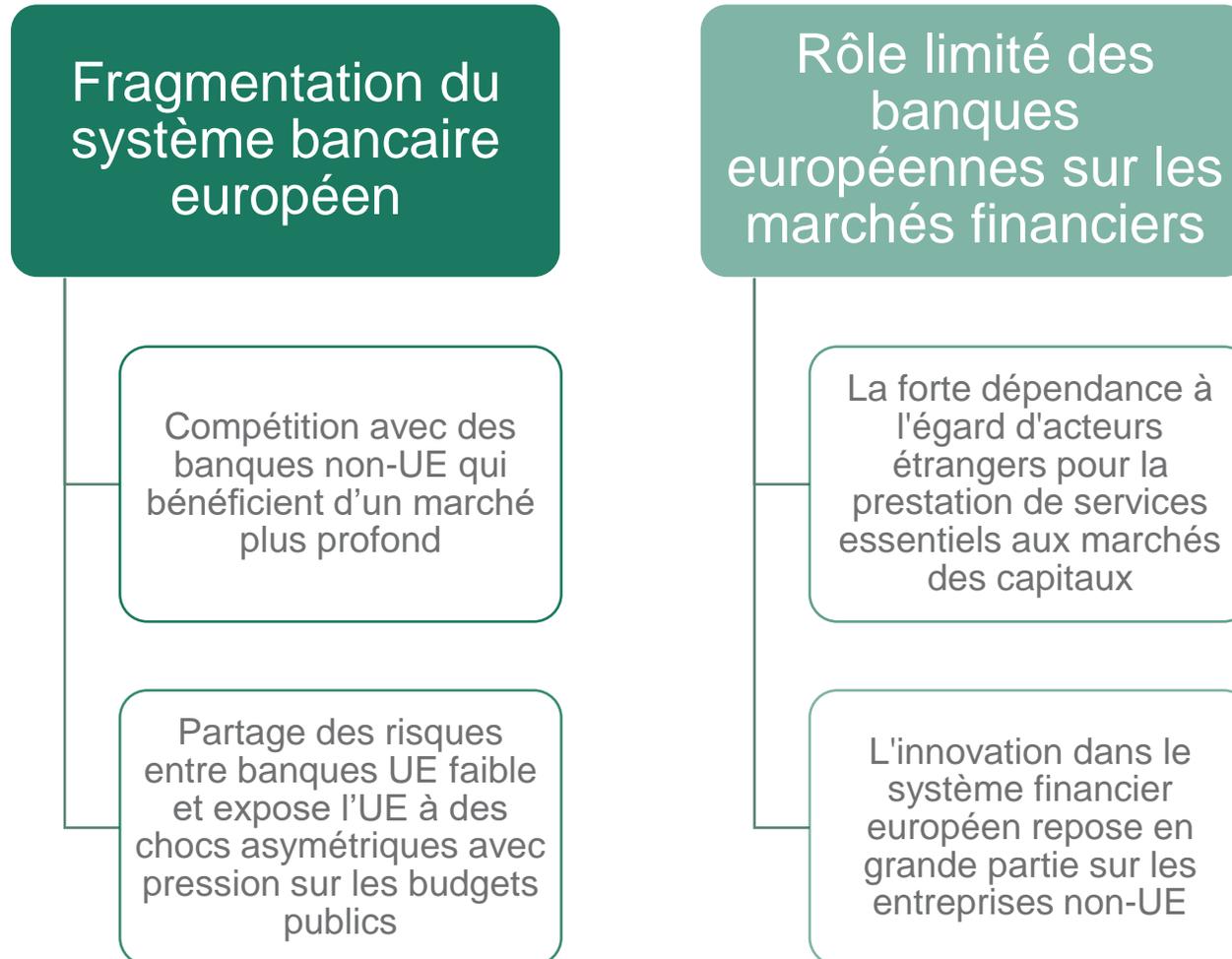
Big techs & Actifs numériques

- Augmentation rapide de la participation des grandes entreprises technologiques non européennes (GAFAM) aux services financiers de l'UE
- Innovations aux mains d'acteurs étrangers dont les big tech
- Forte concentration des fournisseurs de services de crypto-monnaies, essentiellement des acteurs non-UE

- Risques opérationnels et de stabilité financière, des problèmes de concurrence et des questions de protection des consommateurs.
- Risques de concentration dus au petit nombre de grands fournisseurs de services d'actifs numériques, gestion insuffisante des risques...

INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

UN SYSTÈME BANCAIRE ET DES MARCHÉS QUI DOIVENT ÊTRE RENFORCÉS

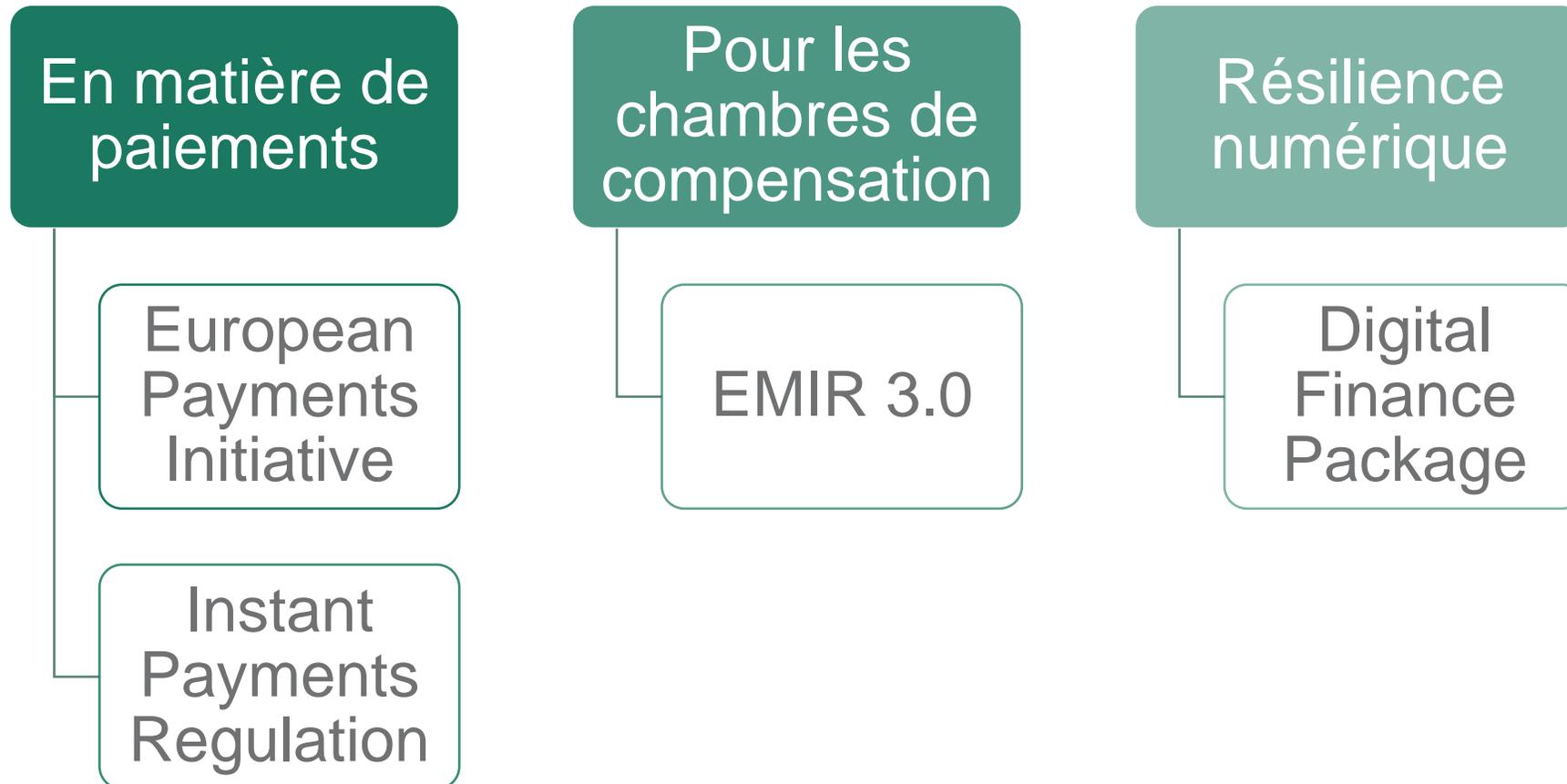


1 INTERDÉPENDANCES FINANCIÈRES CRITIQUES DE L'EUROPE

2 MESURES MISES EN PLACE ET OPTIONS POLITIQUES

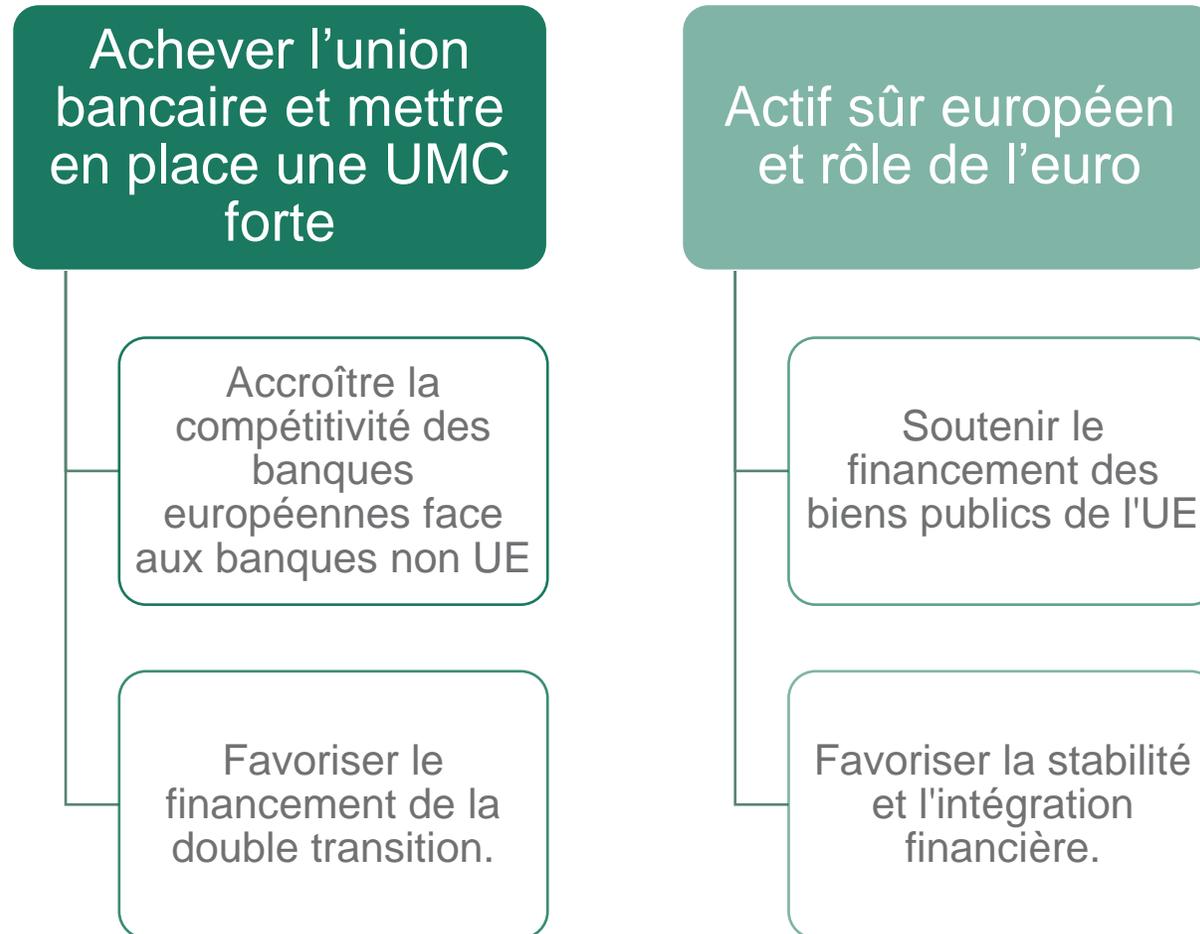
OPTIONS POLITIQUES

DES MESURES OU INITIATIVES DÉJÀ MISES EN PLACE AU NIVEAU EUROPÉEN EN MATIÈRE DE PAIEMENTS ET D'INFRASTRUCTURES DE MARCHÉS



OPTIONS POLITIQUES

UNE VARIÉTÉ DE PISTES POUR RENFORCER LA SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE



SÉANCE QUESTIONS / RÉPONSES

Paola Monperrus-Veroni

catherine.lebougne@credit-agricole-sa.fr



Joseph Yapi

paola.monperrus-veroni@credit-agricole-sa.fr



**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**

POUR CONSULTER OU VOUS ABONNER
À NOS PUBLICATIONS SUR INTERNET :
<http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)